

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Les journalistes mexicains en péril : fuir vers l’Europe

Le Mexique demeure l’un des pays les plus dangereux et meurtriers au monde pour les médias. Malgré quelques rares avancées récentes, le pays continue de s’enfoncer dans la spirale infernale de l’impunité.



Le 28 avril 2021, un groupe d’activistes, de journalistes et de membres de la famille manifestaient pour demander justice pour le meurtre de la journaliste Regina Martínez Pérez dans la ville de Xalapa le 28 avril 2012. © ZUMA PRESS

MARCO APPEL ET YETLANECI ALCARAZ, À BRUXELLES ET BERLIN (AVEC LE SOUTIEN DU FOND POUR LE JOURNALISME EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES)

Parce qu’ils enquêtent sur des thèmes qui déplaisent aux cartels de la drogue ou aux autorités complices, de nombreux journalistes mexicains sont menacés, torturés, assassinés. En Europe, plusieurs organisations offrent un précieux soutien à ces reporters forcés à l’exil. Sans être formellement en guerre, le Mexique est ainsi devenu le pays le plus dangereux pour exercer le journalisme et celui au monde où le plus grand nombre de journalistes sont tués. Du nord au sud, l’ensemble du pays (64 fois plus grand que la Belgique) est un territoire hostile pour la presse.

Peu de cas élucidés

Mais ce n’est pas le seul problème. Le bureau de l’Unesco au Mexique a documenté que, sur les 93 cas de journalistes assassinés entre 2010 et 2019, seuls 14 cas ont été élucidés. Cela représente une impunité de 85 %. Et un facteur incitant à la violence contre la

presse.

Un tel niveau d’impunité est sidérant. Et inexplicable : dans au moins la moitié des cas, on sait d’où viennent les attaques. Des rapports du bureau pour le Mexique et l’Amérique centrale de l’organisation Article 19 indiquent que près de la moitié des 692 agressions, menaces et intimidations contre la presse mexicaine signalées en 2020 (un record historique), ont été commises par des agents de l’Etat (fonctionnaires, militaires ou policiers), un chiffre très supérieur aux 162 signalées en 2010.

Quatre journalistes en exil en Europe ont accepté de nous livrer leurs témoignages.

ABONNÉS

LE SOIR

Retrouvez sur notre site notre long format sur ce sujet et le récit du combat des associations pour protéger ces journalistes forcés.e.s à l’exil.

plus.lesoir.be

Priscilla Pacheco, au nom du père



Priscilla Pacheco est la fille du journaliste Francisco Pacheco, assassiné le 25 avril 2016 de deux balles dans la tête devant chez lui à Taxco, une ville de l’Etat de Guerrero, pivot du trafic de drogue. Il était l’éditeur d’*El Foro de Taxco*, un journal traitant localement d’insécurité et de politique. Priscilla, jeune avocate d’à peine 24 ans, a tenté, après la mort de son père, d’obtenir que justice soit rendue, un vrai calvaire au Mexique, sans soutien psychologique ni protection suffisante de la part du gouvernement, et dans des conditions financières très difficiles. Malgré tout, Priscilla et son frère Ali avaient rouvert le journal, mais uniquement en ligne : leur imprimeur avait reçu des menaces et a cessé de le publier. La famille Pacheco a finalement été forcée de fuir à Toluca, à deux heures et demie de route de Taxco, après que Priscilla eut reçu un avertissement : « Laisse tomber le journal, quitte ta maison et partez, parce que si tu continues à chercher (à demander justice), tu seras la suivante. » Ils lui ont donné 72 heures pour fuir. Là-bas des hommes armés ont continué à la harceler. Elle a été accueillie par le programme de RSF à Madrid en 2020, tandis que son frère Ali a pu bénéficier, aussi en 2020, du programme de Barcelone. L’assassinat de Francisco Pacheco est un crime qui reste impuni. Les menaces contre Priscilla n’ont pas cessé après son retour de Madrid en mars 2020 : « J’en arrive à un point où je ne veux plus rien savoir de tout ça. Mais si nous laissons tomber, ils diront que nous n’en avons rien à faire et cela donnera raison aux autorités. »

Rosa Isela Pérez, de réfugiée à coordinatrice



Isela Pérez a reçu ses premières menaces suite à ses reportages sur les crimes commis contre les femmes à Ciudad Juarez dans l’Etat de Chihuahua, au nord du pays. Bien qu’elle ait reçu un prix parrainé par l’ONU en 2005, elle a été renvoyée du journal où elle travaillait, *El Norte*. Et les médias locaux l’ont boycottée, dans la foulée d’une campagne du gouvernement de l’Etat pour discréditer les mères des victimes. En 2009, elle a envoyé son témoignage à la Cour interaméricaine des droits de l’homme (CIDH) à propos de l’affaire dite de « Campo Algodonero », le terrain vague où en 2001 ont été retrouvés les corps de huit jeunes femmes : l’Etat mexicain a perdu ce procès. Les menaces contre Rosa Isela Pérez se sont alors aggravées. Elle a dû déménager. Mais face à la violence incontrôlée de l’armée dans la ville et au refus du gouvernement de la protéger d’urgence, elle a décidé de fuir avec sa famille en Espagne avec l’aide de l’Organisation mondiale contre la torture, Front Line Defenders et le Centre des droits humains Miguel Agustín Pro. Elle a été la première réfugiée mexicaine à obtenir l’asile politique en Espagne (en 2010). Après des débuts difficiles, elle a pu étudier et obtenir deux diplômes de troisième cycle avec des bourses de logement, et son mari a trouvé un emploi. Tous deux ont depuis obtenu la nationalité espagnole. Depuis 2018, Pérez coordonne le programme d’accueil temporaire RSF-Madrid. Bien qu’elle puisse déjà le faire, elle n’est pas retournée au Mexique depuis qu’elle s’en est échappée.

Patricia Mayorga, se reconstruire l’âme



Le 23 mars 2017, la vie de Patricia Mayorga, correspondante de l’hebdomadaire *Proceso* dans l’Etat de Chihuahua, a basculé. A 7 heures du matin, sa collègue et amie Miroslava Breach a été assassinée devant son domicile alors qu’elle s’apprêtait à emmener son fils adolescent à l’école. Les deux journalistes collaboraient dans des investigations sur les violations des droits de l’homme, les déplacements forcés, la corruption et la narco-politique. Après cet assassinat, Mayorga a dû quitter Chihuahua. Elle s’est réfugiée au Pérou avec le soutien du Comité pour la protection des journalistes (CPJ). « J’y suis arrivée l’âme brisée, me posant des questions sur le pourquoi de la mort de Miroslava », a déclaré la journaliste en novembre 2017 lorsqu’elle a reçu le prix international pour la Liberté de presse du CPJ. Après deux années passées au Pérou, elle est rentrée au Mexique en juin 2019. Mais dès septembre, elle a déménagé à Barcelone dans le cadre du programme d’accueil temporaire de journalistes. Elle a continué de s’y reconstruire avant de rentrer au Mexique. Elle continue à travailler pour l’hebdomadaire *Proceso* et pour l’association de journalistes en exercice « Periodistas de a Pie », qui rassemble douze médias locaux et indépendants au Mexique.

Natividad Ambrocio, briser le silence



Natividad Ambrocio est une survivante de la deuxième attaque contre des étudiants de l’école normale de Ayotzinapa, parmi lesquels 43 sont toujours portés disparus. A l’aube du 27 septembre 2014, la journaliste était en train d’interviewer les étudiants qui avaient subi une première attaque de la police municipale. A ce moment-là, un commando du crime organisé a tiré sur l’assemblée, tuant deux étudiants et blessant des journalistes. Après ces événements, l’hostilité contre son travail s’est intensifiée. Ses enquêtes sur les violations des droits de l’homme, la corruption et le trafic d’influence ont aussi dérangé les dirigeants d’Iguala, dans l’Etat de Guerrero (sud du pays). Après une attaque contre le *Diario de Iguala* pour lequel elle travaillait, et le meurtre d’un collègue proche, en août 2020, les ONG conseillant Ambrocio lui ont recommandé de quitter l’Etat. Le 8 avril dernier, elle est arrivée à Barcelone pour reprendre des forces. « Avec la distance », dit-elle, « j’ai réalisé que j’ai longtemps banalisé une situation (vivre avec la peur) qui ne l’était pas. Maintenant, j’ai appris à dénoncer et à briser le silence. »

QUELQUES BONNES RAISONS D’UTILISER UNE AIDE-MÉNAGÈRE AAXE TITRES-SERVICES

- Vivre dans un intérieur toujours propre et accueillant
- Disposer de son linge repassé et facile à ranger
- Notre société a la volonté d’être reconnue comme l’une des meilleures entreprises de titres-services du pays
- Faible coût horaire et déduction fiscale partielle
- Une plus grande disponibilité pour ses proches
- La sérénité de toujours pouvoir compter sur la même personne

Aaxe TITRES-SERVICES

Votre aide-ménagère dans le grand Bruxelles

02 770 70 68 www.aaxe.be